

« Euro fort », bon ou mauvais pour les travailleurs ?

Nasser Mansouri

L'euro est-il trop « fort » ? Sa hausse récente vis-à-vis du dollar, qui inquiète la BCE, reflète-t-elle une meilleure réponse à la double crise sanitaire et économique, ou plutôt, l'hégémonie persistante de la monnaie américaine et de Wall Street sur le système monétaire international ?

Un euro s'échangeait contre 1,18 dollar américain à mi-novembre 2020. C'était à peu près le taux moyen sur un mois, le taux de change de l'euro contre la monnaie américaine variant entre 1,7 et 1,9 dollar au cours du mois précédent. Depuis le début de l'année, l'euro a connu une hausse de 13 % face au dollar. Le taux de change de l'euro contre le dollar a même dépassé le niveau – jugé « symbolique » par les milieux financiers – de 1,20 en été dernier.

Certains observateurs considèrent le niveau actuel du taux de change de l'euro contre le dollar américain comme étant « trop élevé », voire alarmant. Même les responsables de la Banque centrale européenne (BCE) se sont montrés préoccupés par le sujet. Ce positionnement est significatif des difficultés du moment car le taux de change de l'euro ne figure pas explicitement parmi les objectifs de la BCE.

Aussi, certains observateurs évoquent le risque d'un « retour de l'euro fort ».

Qu'en est-il vraiment ?

L'analyse purement théorique doit être nuancée

Pour répondre à la question de savoir si un « euro fort » est bon ou mauvais pour les travailleurs, il est utile de rappeler quelques aspects de l'analyse théorique, pour passer ensuite à la réalité.

Selon une analyse purement théorique – et pour reprendre la formule célèbre des économistes, à savoir « toutes choses égales par ailleurs », ce qui peut être interprété comme l'évolution de l'économie à court terme – le renchérissement de la monnaie a un effet négatif sur la production nationale : les exportations deviennent plus chères et, réciproquement, les importations moins chères. On aura donc tendance à importer davantage tandis que les exportations tendent à diminuer, ce qui aura un impact négatif

sur la production, l'emploi et l'investissement, mais aussi sur la balance du commerce extérieur.

Inversement, la baisse des prix des produits importés améliore le pouvoir d'achat des ménages. L'exemple le plus connu est le prix des carburants, car le marché du pétrole est indexé sur le dollar et par conséquent la baisse de ce dernier réduit les prix à la pompe.

De façon plus générale, dans une économie comme la nôtre, affaiblie par les délocalisations et l'abandon

“ De façon plus générale, dans une économie comme la nôtre, affaiblie par les délocalisations et l'abandon de pans entiers d'activités notamment dans l'industrie, les importations jouent un rôle important pour répondre à la demande intérieure ; celle des ménages mais aussi celle des entreprises qui s'approvisionnent à l'étranger. ”

de pans entiers d'activités notamment dans l'industrie, les importations jouent un rôle important pour répondre à la demande intérieure; celle des ménages mais aussi celle des entreprises qui s'approvisionnent à l'étranger.

Une approche simpliste pourrait conduire à une lecture erronée de cette réalité, considérant que la baisse des prix générée par les importations moins coûteuses serait bénéfique aux travailleurs. En réalité, la dépendance accrue de l'économie des importations témoigne de l'affaiblissement de l'appareil productif engendré par les politiques libérales et la recherche du profit maximal aux dépens de l'emploi et de l'investissement productif. D'éventuels gains de pouvoir d'achat sont donc contrebalancés par des pertes plus fondamentales: hausse du chômage et de la précarité, dégradation de l'appareil productif, hausse des inégalités...

Le taux de change est un reflet des rapports de force

En effet, dans un contexte marqué par la faiblesse chronique de l'activité économique – ce qui est le cas notamment depuis la crise économique et financière de 2008 – la baisse des prix intensifie les tendances déflationnistes.

De plus, tous les secteurs d'activité ne sont pas touchés de la même manière.

Généralement, les économistes considèrent que des secteurs comme l'automobile, l'aviation et le tourisme sont plus sensibles aux variations et surtout à la hausse du taux de change de l'euro.

À titre d'exemple, si le taux de change de l'euro passe de 1 € = 1 \$ à 1 € = 1,25 \$, pour les touristes américains qui souhaitent passer leurs vacances à Paris, cela revient à une baisse de leur pouvoir d'achat de 20 % quand elles/ils arriveront à la « ville lumière »; il est donc possible qu'elles/ils reportent leur projet.

Soulignons cependant que ce qui handicape aujourd'hui le tourisme (et l'aviation) est avant tout les restrictions de mobilité liées au coronavirus.

S'agissant des secteurs industriels, les effets du renchérissement de l'euro dépendent, dans une très large mesure, de la nature des firmes. En particulier, de la même manière qu'elles font de l'optimisation fiscale, les firmes multinationales ont la possibilité d'optimiser leur chaîne de valeur et d'approvisionnement afin d'atténuer les variations des taux de change, même si ces « ajustements » prennent plus de temps et donc se concrétisent plutôt sur le moyen terme, sachant qu'avec la mondialisation, le moyen terme se rapproche du court terme.

Une autre nuance à apporter à l'analyse purement théorique a trait à la structure des échanges extérieurs. Dans le cas de la France, par exemple, presque 60 % de ces échanges se font avec les pays de l'Union européenne et plus de 45 % avec les pays de la zone euro (Source: commerce extérieur, rapport 2020). Ces données amoindrissent (dans une certaine mesure, voir ci-dessous), l'importance des variations du taux de change de l'euro face au dollar pour le commerce extérieur et plus largement pour l'économie française.

Plusieurs facteurs expliquent la hausse de l'euro

Les mouvements des taux de change résultent du jeu de l'offre et de la demande de monnaies sur le marché. Les mouvements spéculatifs jouent ici un rôle important.

Plusieurs facteurs pourraient expliquer les variations de l'offre et de la demande: la situation économique globale et celle particulière d'un pays ou d'une zone géographique; la situation politique d'un pays ou d'un ensemble de pays, etc.

S'agissant des mouvements actuels, l'ensemble de ces facteurs semble être à l'œuvre: le monde entier est touché par la crise de coronavirus avec des conséquences économiques et sociales graves; le processus des élections américaines a envenimé les incertitudes concernant son résultat et ses suites...

Deux autres arguments sont aussi avancés par les experts pour expliquer la baisse du dollar américain.

D'abord, l'action délibérée des autorités américaines pour faire baisser le dollar dans le but d'améliorer la compétitivité des produits américains. Certains observateurs voient dans cette stratégie l'amorce d'une intensification de la « guerre commerciale et monétaire ». Ainsi, d'après l'économiste Olivier Passet, directeur de la société d'études économiques Xerfi: « le tournant stratégique de la FED (Banque centrale américaine) fin août pourrait même inaugurer une nouvelle guerre des changes: l'exportation des déflations, où chacun serait tenté d'utiliser la baisse des cours comme un avantage comparatif » (d'après *France Culture*, 28/9/2020).

Ensuite, selon certains observateurs, les marchés financiers (et plus particulièrement les spéculateurs) auraient jugé que la stratégie des autorités européennes pour soutenir l'activité économique serait plus crédible que celle de leurs homologues américains et que l'économie européenne serait plus solide. Ainsi, selon Valérie Mignon du libéral Cercle des économistes: « s'il y a de la demande pour l'euro, c'est parce que l'UE a émis des signaux de confiance: dette commune et plan de relance; et que ses États affichent de meilleurs résultats budgétaires que les États-Unis: par exemple 17,9 % du PIB de déficit publics, contre 11 % pour la France » (d'après *France Culture*, 28/9/2020).

Une telle analyse fait abstraction, entre autres, de la nature et des contradictions du « plan de relance » européen qui risque d'amplifier les disparités et dont les principaux gagnants sont les entreprises et leurs actionnaires.

Nécessité de nouvelles coopérations pour sortir de la mise en concurrence des travailleurs

Pour aborder le sujet du taux de change dans l'optique des travailleurs il faut se garder de deux écueils: 1) considérer le sujet comme un enjeu uniquement monétaire; 2) entretenir l'illusion que l'euro doit assurer une suprématie sur la scène internationale.

1. Partant du constat pertinent selon lequel les firmes multinationales ont la possibilité d'amoindrir les effets des variations du taux de change en optimi-

sant leurs chaîne de valeur et leurs circuits d'approvisionnement, certains économistes et financiers évacuent le sujet du renchérissement de l'euro.

Ainsi, selon un financier cité par *Libre Belgique*: «L'idée selon laquelle des devises fortes sont néfastes est non seulement fautive mais également dépassée et mercantiliste.» (d'après *France Culture*, 29/9/2020).

Une telle analyse évacue complètement le sujet fondamental de la solidité de l'appareil productif. Il faut souligner que de ce point de vue, la situation n'est pas la même dans tous les pays de la zone euro. Par conséquent, «l'euro fort» risque d'accroître les disparités au sein de cette zone et plus largement au sein de l'Union européenne.

En effet, l'une des conséquences de la stratégie libérale de la compétitivité-prix poursuivie en France – tout comme dans les autres pays membres – par les entreprises et soutenue voire promue par la puissance publique depuis plusieurs décennies est que les produits français souffrent d'une insuffisance de «compétitivité hors prix». Autrement dit, ils souffrent d'une faiblesse en termes de qualité, faiblesse qui résulte notamment de l'insuffisance des dépenses pour la formation des salariés et la recherche-développement. Il y a là une différence majeure, par exemple, entre la France et l'Allemagne.

Ce constat confirme que le vrai enjeu derrière le taux de change de l'euro est bien la solidité de notre appareil productif dans le contexte de la mondialisation de l'économie. Par conséquent, la solution ne peut pas être cherchée uniquement dans un ajustement du taux de change de l'euro face au dollar.

Sans sous-estimer ou négliger cet enjeu, il faut souligner qu'une approche qui réduit le sujet aux seuls ajustements monétaires s'inscrit dans une logique de mise en concurrence des travailleurs.

2. Les préoccupations provoquées par la baisse du dollar reflètent un autre fait majeur et fâcheux: la suprématie du dollar.

En effet, plus de 60 % des réserves de change mondiales sont constituées du dollar américain, contre un quart pour l'euro. Et en dépit de son affaiblissement récent, le dollar demeure la monnaie de référence sur la scène internationale, comme par exemple sur le marché du pétrole. C'est bien cette suprématie qui permet aux autorités américaines d'obliger les entreprises étrangères d'obéir à leur stratégie impérialiste à travers le monde (cf. par exemple les sanctions imposées par les autorités américaines à l'encontre de BNP Paribas).

Il serait une grave erreur de croire que l'euro pourrait et devrait remplacer le dollar comme monnaie mondiale suprême. C'est ce que sous-entend par exemple un éditeur du quotidien *Le Monde* qui, dans l'édition du 11/9/2020 du journal, écrit: «Si, à court terme, le niveau de l'euro est influencé par les paris des investisseurs (et des spéculateurs), il est pour l'essentiel, sur le long terme, déterminé par

l'état de santé de la zone euro. Et celle-ci va mieux. Selon les économistes de la BCE, l'économie de la zone euro devrait croître de 2,2 % cette année, sans doute plus que celle des États-Unis. L'emploi repart. La consommation aussi. Les investisseurs reviennent, ce qui fait mécaniquement grimper l'euro. C'est en cela que l'appréciation de l'euro est une nouvelle rassurante. Elle consacre les efforts accomplis ces dernières années pour sortir l'union monétaire de la crise et des doutes existentiels.»

Cette présentation idyllique de la construction européenne néglige les énormes disparités au sein de l'UE et le fait que dans ce processus et particulièrement au sein de la zone euro le social (emploi, droits sociaux...) aura été le facteur d'ajustement. Cela explique pourquoi les financiers ne se montrent pas, au moins jusqu'ici, préoccupés par le renchérissement de l'euro.

Cette illusion que l'euro pourrait remplacer le dollar n'est pas nouvelle. Elle a été l'un des arguments avancés par les partisans de la monnaie unique. Mais l'euro, tel qu'il était envisagé par ses architectes, ne pouvait pas remettre en cause la suprématie du dollar car sa mise en place et ses suites supposaient la mise en concurrence des travailleurs et des systèmes productifs pour accroître la rentabilité des entreprises. Dans cette perspective, certaines entreprises européennes ont participé au financement de l'économie et des entreprises américaines.

La suprématie du dollar s'enracine dans les évolutions historiques, la stratégie offensive et la puissance économique, politique et militaire de ce pays. L'Europe ne pourra et surtout ne devrait pas viser un tel horizon.

Mettre fin à la suprématie du dollar implique de rompre avec la mondialisation libérale: freiner la financiarisation de l'économie, restructurer l'appareil productif, bâtir des relations équilibrées et bénéfiques à tous les peuples... Cela passe notamment par la réindustrialisation, le développement des services publics de qualité et la promotion des droits sociaux et des normes environnementales. Cela passe aussi par de nouvelles initiatives, à l'échelle du monde, pour imposer un recul de l'hégémonie du dollar et l'émergence d'une véritable monnaie commune mondiale, comme le proposent les «pays émergents», parmi lesquels la Chine, depuis la crise financière de 2008.

En guise de conclusion

Dans l'optique des travailleurs, le sujet du taux de change évoque plusieurs enjeux: la solidité du système productif, la stratégie des entreprises, les choix politiques, la spéculation et la suprématie du dollar. Il interpelle les choix politiques et la stratégie des entreprises. Il pose la question de l'établissement de coopérations et de relations équilibrées, pour promouvoir les droits sociaux et les normes environnementales. ■